

septembre 2014

La vulnérabilité des réfugiés palestiniens venus de Syrie

Leah Morrison

Alors que les ressortissants syriens ont des chances de rentrer un jour chez eux, l'avenir des Palestiniens venus de Syrie semble de plus en plus incertain. En attendant, ils sont plus vulnérables et sont plus mal traités que la plupart des autres réfugiés issus du conflit syrien.

Environ 270 000 personnes, plus de la moitié de la population palestinienne de Syrie, ont été déplacées à l'intérieur de la Syrie ou en dehors. Même si le conflit syrien a touché l'ensemble de la population syrienne indépendamment de sa religion ou de son appartenance ethnique, ses conséquences tragiques ont mis en lumière la vulnérabilité intrinsèque des Palestiniens.

Ceux qui ont fui vers le Liban ou la Jordanie n'y ont pratiquement trouvé aucun soutien et ne peuvent plus retourner en Syrie puisque les deux-tiers des camps de réfugiés palestiniens ont été détruits ou se trouvent dans la zone de conflit. À l'époque, il y a soixante ans, la capacité de la Syrie d'absorber des réfugiés palestiniens provenait de conditions économiques favorables et du nombre relativement peu élevé d'entre eux qui cherchaient refuge dans le pays. Aujourd'hui, dans un contexte où les pertes économiques de la Syrie pour l'année 2012 représentaient 81,7 % du PIB que le pays avait en 2010, et que le chômage est passé de 10,6 à 34,9 %, la situation économique est on ne peut plus défavorable aux Palestiniens qui même s'ils étaient capables de rentrer en Syrie se trouveraient confrontés à des possibilités d'emploi très limitées et à la discrimination.

Chroniquement sous financée, l'UNRWA (l'agence des Nations Unie qui a pour mandat d'assister les réfugiés palestiniens) se voit dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins élémentaires en Jordanie et au Liban. La proportion de réfugiés palestiniens qui nécessitent l'aide de l'UNRWA en Syrie a augmenté de manière radicale, de 6 % avant le conflit à actuellement plus de 90 %. La situation d'indépendance partielle dont jouissait la Communauté palestinienne en Syrie a maintenant disparu, laissant ses membres entièrement dépendants de l'UNRWA et du financement de la communauté internationale. En outre, le mandat de l'UNRWA, limité à l'assistance et aux programmes de travail, ne lui permet pas d'entreprendre des activités de protection.

La vulnérabilité des Palestiniens pris dans le conflit syrien est exacerbée par les obstacles qu'ils rencontrent lorsqu'ils cherchent à fuir

le pays. Depuis le début du conflit, plus de 70 000 Palestiniens ont fui vers les pays voisins, notamment vers la Jordanie, le Liban, l'Égypte, la Turquie et l'Irak, où ils sont confrontés à une augmentation des restrictions qui limitent l'accès aux procédures d'asile et où ils deviennent la cible d'une hostilité croissante de la part des pays et des communautés d'accueil. Les traitements discriminatoires, les détentions indéfinies, la clôture des frontières, les détentions de mineurs, les violences, les comportements xénophobes et les expulsions sont autant de caractéristiques du traitement que les Palestiniens provenant de Syrie subissent en Jordanie, au Liban et en Égypte, alors que ces pays continuent de violer les obligations qu'ils ont à leur égard en vertu du droit international.

En Jordanie, la frontière a été fermée aux Palestiniens provenant de Syrie alors qu'elle restait partiellement ouverte pour les réfugiés syriens. Les Palestiniens qui réussissent à entrer, ou qui sont entrés plus tôt, font l'objet de détentions arbitraires et de refoulements. Au Liban, de nombreuses professions sont interdites aux Palestiniens provenant de Syrie qui sont obligés de demander un visa de travail par le biais d'une procédure différente et bien plus coûteuse que celle applicable aux réfugiés syriens. En Égypte, la différence de traitement entre les réfugiés syriens et palestiniens venus de Syrie est également flagrante, les Syriens ont la possibilité de s'enregistrer auprès du HCR ce qui leur donne une possibilité de réinstallation dans un pays tiers et l'accès à des soins médicaux et à d'autres formes d'assistance. Le gouvernement égyptien a interdit au HCR d'enregistrer les Palestiniens venant de Syrie, limitant ainsi l'assistance qu'ils reçoivent au minimum ou les en privant entièrement alors qu'ils ont fui le même conflit.

Pour les réfugiés syriens, la perspective d'un retour dans leur pays reste une possibilité alors que pour la communauté palestinienne un retour en Syrie est par contre beaucoup plus complexe. En effet, le conflit syrien a entraîné une détérioration rapide des conditions matérielles de la communauté palestinienne en Syrie et ses capacités

septembre 2014

de réintégration dans la société syrienne après le conflit semblent bien plus menacées et aléatoires.

Dans les camps comme en dehors des camps et pendant toute la durée du conflit, les écoles, les centres de santé et les centres communautaires des Palestiniens ont été attaqués et détruits. L'endroit qui était perçu comme le « cœur et l'âme » de la communauté palestinienne en Syrie, le camp de réfugiés de Yarmouk, dans lequel vivaient plus de 150 000 palestiniens avant le début du conflit syrien héberge à présent à peine 18 000 personnes, et il a été pris pour cible tant par les forces du régime que par celles de l'opposition. L'aide humanitaire n'a jamais été autorisée à entrer dans le camp, ce qui selon Amnesty International aurait coûté la vie de

128 personnes mortes de faim¹. Malgré la conclusion d'un accord de cessez-le-feu en janvier 2014, le retour de l'armée à Yarmouk en mars a de nouveau suspendu les distributions d'aide. En tant que centre de la vie politique et commerciale de la communauté palestinienne en Syrie, la disparition de ce camp est emblématique des difficultés qui attendent les Palestiniens qui chercheront à reprendre l'existence qu'ils avaient auparavant en Syrie.

Leah Morrison *morrison_leah@hotmail.com* a récemment obtenu un diplôme de Master en Pratique du développement et de l'urgence de l'Université Oxford Brookes. *www.brookes.ac.uk*

1. www.amnesty.org/en/news/syria-yarmouk-under-siege-horror-story-war-crimes-starvation-and-death-2014-03-10